

Pour des raisons énergétiques, il nous importe donc d'agir. Pour des raisons économiques, cela est absolument indispensable. La crise énergétique constitue en fait une crise économique. Chacun réalise sûrement à l'heure actuelle que la hausse des prix de l'énergie a un effet négatif sur l'économie mondiale. Le monde paie cher d'avoir négligé jusqu'ici de remédier au déséquilibre fondamental entre l'offre et la demande de pétrole. Si l'on continue à ne pas y remédier, on court vers une crise économique à l'échelle mondiale.

● (1610)

A considérer le seul point de vue énergétique, le Canada est en bonne posture. L'an dernier, notre balance commerciale avait un net excédent de plus de 4 millions de dollars au chapitre de l'énergie. Cela constitue cependant une bien faible consolation pour les Canadiens qui se préoccupent d'un seul produit, le pétrole. Un pays aussi riche en énergie que le Canada peut et doit se dispenser du pétrole des pays de l'OPEP et, dès que possible, du marché mondial du pétrole.

Le Canada dispose de riches sources d'énergie renouvelable. Il nous faut les mettre davantage à contribution. Nous devons également utiliser davantage nos réserves abondantes de gaz naturel et d'autres combustibles pour remplacer le pétrole. Il nous faut réduire notre consommation de pétrole, et nous le ferons.

La crise de l'énergie a également une incidence sur le problème de l'unité canadienne. Contrairement à ce qui se passe dans les États unitaires comme la Grande-Bretagne ou la Norvège, les avantages et les fardeaux en matière énergétique ne sont pas également répartis dans tout le pays. La distinction entre les gagnants et les perdants est saisissante, facile à constater, et potentiellement destructrice. Si nous ne parvenons pas à régler ce problème, nous mettrons en péril notre avenir énergétique. Pis encore, cela pourrait amener les Canadiens à se dresser les uns contre les autres comme cela ne s'est jamais vu auparavant. Il faut donc, tout en cherchant des solutions à nos problèmes d'énergie, nous attaquer d'abord aux questions d'équité et d'unité.

Il nous faut aussi nous attaquer au paradoxe que constitue la domination par l'étranger de notre industrie pétrolière. Nous ne manquons pas de Canadiens compétents dans ce domaine. La liste des réussites s'allonge tous les jours. Ce n'est pas l'argent qui manque, car les Canadiens sont parmi les plus grands épargnants au monde. Il faut amener un plus grand nombre de Canadiens à détenir un contrôle intégral ou majoritaire de cette industrie.

Monsieur le Président, tout le monde s'entend sur la nature de ces problèmes, mais on n'est pas d'accord sur les solutions. Sans doute l'ancien gouvernement conservateur a-t-il cherché à résoudre les problèmes, mais il n'a pas réussi. En fait, le parlement et l'électorat ont rejeté les solutions proposées dans le budget parce qu'elles étaient injustes envers les consommateurs; elles auraient permis à l'OPEP de dicter le prix du pétrole canadien, elles ne réglaient pas équitablement la question de la distribution des revenus, elles n'encourageaient pas assez la recherche de matières destinées à remplacer le pétrole, et enfin elles ne stimulaient guère la participation des Canadiens.

Je publierai bientôt une analyse de certaines propositions budgétaires en matière d'énergie. Pour l'instant, je voudrais signaler certaines anomalies.

L'Adresse—M. Lalonde

Voyons tout d'abord le prix du pétrole. Le public semble croire que les mesures budgétaires auraient entraîné une hausse de prix de \$4 le baril en 1980, puis une augmentation annuelle de \$4.50 jusqu'en 1984. Cependant, il en aurait été autrement en réalité. D'après le budget, le gouvernement comptait continuer à payer les prix mondiaux aux compagnies canadiennes qui extraient du pétrole des sables bitumineux. Il prévoyait également de porter le prix canadien à 75 p. 100 du prix mondial en 1983 et à 85 p. 100 en 1984.

Par conséquent, compte tenu du fait que le prix mondial a terriblement augmenté en 1979, le prix canadien aurait progressé plus rapidement que prévu, même au moment où se déroulaient les négociations à ce sujet.

Ainsi, si la hausse du prix mondial était supérieure de 2 p. 100 au taux d'inflation—et c'est, je pense, un chiffre conservateur—voici comment évoluerait notre prix selon les mesures prévues dans ce budget: En 1980 les prix que paient en moyenne les consommateurs pour les produits pétroliers auraient augmenté de plus de \$7 le baril si nous incluons les effets de la taxe d'accise sur les carburants destinés au transport. En 1981, ils auraient encore augmenté de \$5.80, puis de \$4.70 en 1982, de \$10.90 en 1983 pour atteindre 75 p. 100 du prix mondial et de \$7.60 en 1984, pour atteindre 85 p. 100 de ce prix.

Ces chiffres se fondent sur l'hypothèse que nous n'assistons pas à une répétition des hausses vertigineuses du prix international survenues en 1979. Y a-t-il quelqu'un dans cette Chambre qui oserait miser sur ce genre d'optimisme? Non, la réalité aurait probablement été beaucoup plus désastreuse pour les consommateurs.

Naturellement, personne n'aurait pu prédire le genre de prix international auquel nous sommes maintenant confrontés. D'ailleurs, personne aujourd'hui n'oserait faire des prédictions avec un degré quelconque de certitude. Mais c'est précisément pourquoi, dans la conjoncture actuelle, nous ne voudrions pas lier notre prix à celui de l'OPEP et c'est la raison pour laquelle nous voulons que le prix du pétrole canadien soit déterminé par le Canada en fonction de ses intérêts.

Des voix: Bravo!

M. Lalonde: Le budget conservateur aurait également assuré d'énormes revenus à la principale province productrice, l'Alberta. Nous ne disputons absolument pas aux provinces leur droit à une juste part du produit de la vente de leurs ressources et, dans le cas de l'Alberta, cette juste part est celle de la province de loin la plus riche de la fédération canadienne, par habitant.

Qui plus est, nous nous félicitons de l'essor économique de l'Ouest. Tous les Canadiens sont enchantés de ce qui se produit là-bas. Nous ferons tout ce que nous pourrons pour que la croissance continue et se diversifie. Il doit cependant y avoir un équilibre dans le partage des recettes du pétrole et du gaz. Il n'y a pas de formule établie pour le partage du produit de notre richesse énergétique. Nous devons en arriver ensemble à un accord équitable.

Les dernières mesures budgétaires n'apportaient pas, à mon avis, d'accord équitable. Le budget visait bien à réduire les revenus qui seraient autrement allés à l'industrie et nous approuvions cette partie des propositions, mais il n'était pas d'un bien grand secours pour les entreprises canadiennes.